



MINISTÉRIO DA EDUCAÇÃO  
UNIVERSIDADE FEDERAL DO PIAUÍ – EDITAL 11/2018

Realização:



# EXAME DE PROFICIÊNCIA DE LEITURA EM LÍNGUA ESTRANGEIRA

DATA: 25/11/2018

HORÁRIO: das 14 às 17 horas

## CADERNO DE PROVA

Idioma:

**FRANCÊS**

Área de Pesquisa:

**(3) CIÊNCIAS HUMANAS, CIÊNCIAS SOCIAIS APLICADAS**

### LEIA ATENTAMENTE AS INSTRUÇÕES

- Esta prova é constituída de um texto técnico-científico em língua estrangeira, seguido de 5 (cinco) questões abertas relativas ao texto apresentado.
- É permitido o uso de dicionário impresso, sendo vedados trocas ou empréstimos de materiais durante a realização do Exame.
- As respostas deverão ser redigidas em português e transcritas para a **Folha de Respostas**, utilizando caneta esferográfica com **tinta preta** ou **azul, escrita grossa**.
- A Folha de Respostas** será o único documento válido para correção, não devendo, portanto, conter rasuras.
- Será eliminado o candidato que se identificar em outro espaço além daquele reservado na capa da **Folha de Respostas** e/ou redigir as respostas com lápis grafite (ou lapiseira).
- Nenhum candidato poderá entregar o Caderno de Prova e a Folha de Respostas antes de transcorridos 60 minutos do início do Exame.
- Em nenhuma hipótese haverá substituição da **Folha de Respostas**.
- Ao encerrar a prova, o candidato entregará, obrigatoriamente, ao fiscal da sala, o Caderno de Prova e a Folha de Respostas devidamente assinada no espaço reservado para esse fim.

## **Léon Bertrand, maire guyanais et petit-fils de bagnard, emprisonné pour corruption**

L'ancien ministre délégué est élu de Saint-Laurent-du-Maroni depuis trente-cinq ans.

**Lundi matin, Léon Bertrand a été incarcéré dans une cellule individuelle du centre pénitentiaire de Remire-Montjoly. Resté trois mois et demi en détention provisoire en Martinique fin 2009-début 2010, l'ancien ministre délégué au tourisme de Jacques Chirac pourra demander un aménagement de peine avant la fin de l'année, tel un retour à son domicile avec un bracelet électronique.**

Mais sa carrière politique semble achevée. Jeudi 13 septembre au soir, quatre jours avant son incarcération, le maire de Saint-Laurent-du-Maroni, en Guyane, en poste depuis trente-cinq ans, avait livré un discours en forme de testament politique. « *Votre maire ira en prison pour des choses qu'il n'a pas commises* », avait-il lâché devant un millier de personnes, dont certaines brandissaient des banderoles de soutien.

La veille, la Cour de cassation avait rejeté son pourvoi, rendant définitive sa condamnation à trois ans de prison ferme, 80 000 euros d'amende et trois ans d'inéligibilité pour « favoritisme » et « corruption passive » dans une affaire de marchés publics illégaux, passés en 2003 et en 2004 par la Communauté de communes de l'Ouest guyanais (CCOG), qu'il préside depuis dix-sept ans.

### **« La vérité judiciaire n'est pas la vérité »**

Durant l'enquête, trois chefs d'entreprise ont témoigné de pots-de-vin versés en échange de marchés, et l'ex-directeur général des services, Augustin To-Sah-Be-Nza, a détaillé le « système Bertrand » pour financer les campagnes électorales, avant de se rétracter quelques mois plus tard. « *Il n'y a pas d'enrichissement personnel, aucune preuve – de détournement – n'est apportée (...), la vérité judiciaire n'est pas la vérité* », avait soutenu jeudi Léon Bertrand, annonçant un recours devant la Cour de justice de l'Union européenne, non suspensif.

Jeudi, devant la presse à l'hôtel de ville, l'élu a vanté son bilan. « *J'ai grandi avec Saint-Laurent* », a-t-il expliqué. « *La commune comptait 6 000 habitants quand je l'ai prise en 1983, aujourd'hui nous sommes à 60 000 [43 000, selon l'Insee].* » En 1986, près de 10 000 réfugiés fuient la guerre civile au Suriname, une bonne partie restera sur la rive guyanaise du Maroni. Pour gérer la diversité de cette ville frontalière, soumise à une immigration intense, Léon Bertrand a joué la carte du natif de Saint-Laurent, au carrefour des cultures de l'Ouest guyanais.

Petit-fils d'un bagnard d'origine vendéenne et d'une créole du Suriname, fils d'une Amérindienne Arawak, le maire assume toutes ses racines. « *Je suis fier de mon grand-père bagnard, car il m'a donné mon nom. Gamin, je travaillais avec lui pendant les vacances, il avait une camionnette, il m'a appris à conduire... J'ai fait beaucoup de choses grâce à lui* », expliquait le maire en février 2017, sur la chaîne de télévision Guyane la Première.

### **Crise de croissance**

Sous sa houlette, Saint-Laurent-du-Maroni, ancienne capitale du baigne fermé en 1948, s'est réconcilié avec ce passé douloureux. Dans les années 1990, la commune obtient des financements d'Etat pour réhabiliter une partie du camp de la transportation, à l'abandon. Sa visite est devenue la principale attraction touristique de la ville.

Cette réussite ne masque pas la crise de croissance de Saint-Laurent-du-Maroni, où les squats se multiplient, au point de menacer le grand projet de la zone d'aménagement concertée Saint-Maurice. Sur les 3 700 logements sociaux prévus, 1 000 ne seront pas construits, les habitats illégaux ayant envahi la ZAC. Le taux de chômage des 16 à 24



